

Modul 7

EINIGE ANREGUNGEN FÜR DEN FRANZÖSISCH-UNTERRICHT

Die deutsch-französischen Beziehungen sind zumindest auszugsweise auch Gegenstand des Französisch-Unterrichts. Da Unterrichtszusammenhang, verfügbare Zeit sowie Vorkenntnisse der Lerngruppen stark variieren, sollen im Folgenden lediglich einige **Hinweise** auf verwendbare Materialien gegeben werden, die über das Lehrbuchangebot hinaus von der Französischlehrerin bzw. dem Französischlehrer entsprechend den Bedürfnissen genutzt werden können.

<http://www.charles-de-gaulle.org> ist die reichhaltige **Internetseite zu Charles de Gaulle**, die auch über 200 Film- und Fernsehaufzeichnungen der INA von Reden de Gaulles von 1940 bis 1969 einbezogen hat. Darunter sind auch Raritäten wie z. B. die [„Message de de Gaulle aux enfants de France - 1941“](#). Im Hôtel national des Invalides ist seit Neuestem ein audiovisuelles und interaktives [„Historial Charles de Gaulle“](#) eingerichtet, mit einem sehr informativen thematischen Dossier [„De Gaulle et l'Allemagne“](#), wo z. B. Übersetzungen der auf deutsch gehaltenen Reden während des Staatsbesuchs von 1962 ebenso zu finden sind, wie eine ausführliche [Chronologie der deutsch-französischen Beziehungen zwischen 1958 und 1963](#), ein aufschlussreiches Interview mit dem Dolmetscher Adenauers, [Hermann Kusterer](#), ein [Vorwort von Pierre Messmer](#) zu einer Monographie Kusterers sowie eine [Buchbesprechung von Pierre de la Gorce](#) zu Pierre Maillard, "De Gaulle et le problème allemand". Es gibt seit Neuestem sogar eine iPhone-App zum Thema [„50 ans d'amitié franco-allemande“](#) die kostenlos heruntergeladen werden kann!

Eine **Bibliographie zu de Gaulle** findet sich ebenfalls unter <http://www.arte.tv/de/4184952.html>

Als Standardwerk zur Präsidentschaft de Gaulles gilt das voluminöse dreibändige Werk von **Alain Peyrefitte: C'était de Gaulle**, 1994-2000, in einem Band 2002. Der ehemalige Informationsminister und Pressesprecher de Gaulles hat die internen Beratungen und über 300 Gespräche mit de Gaulle mitstenografiert und seine Aufzeichnungen nach der 30-jährigen Schutzfrist publiziert. Als Beispiel seien [Auszüge](#) aus Bd. I, Teil II, Kap. 10 et 11 wiedergegeben (M 7-2).

Die **Memoiren de Gaulles** zu seiner Zeit als Staatspräsident sind unvollendet geblieben. Veröffentlicht wurde der erste Band der „Mémoires d'espoir. T. 1, Le Renouveau 1958-1962“, Paris 1970 (übersetzt von Hermann Kusterer deutsch erschienen unter dem Titel: Charles de Gaulle: Memoiren der Hoffnung. Die Wiedergeburt 1958-1962. Wien-München-Zürich 1971. Vom 2. Band sind nur die ersten beiden Kapitel erschienen: „L'Effort, 1962 -“ Paris 1971.

Ein parabelartiger Artikel von [Joseph Foliet](#) (M 7-1) über die frühen fünfziger Jahre der deutsch-französischen Beziehungen ist evt. auch für den Unterricht nutzbar.

Ein Überblick über die **Außenpolitik** der betreffenden Jahre aus der Sicht von französischen [Historikern](#) (M 7-3).

Die **Rede de Gaulles in Ludwigsburg** gibt es auch als Nachrichtensendung im französischen Fernsehen, mit Simultanübersetzung (und Transkription!) unter <http://www.ina.fr/fresques/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00224/voyage-en-allemande.html>

Eine geglättete offizielle [Übersetzung](#) der Rede ins Französische ist ebenfalls verfügbar.

Unter <http://www.lehrer-online.de/elysee.php> hat schließlich Gabi Netz am 18. September 2012 einen Unterrichtsvorschlag zum Thema „Elysee-Vertrag im Französischunterricht“ eingestellt

Joseph Folliet: Le Michel allemand et Jacques Bonhomme. Un décalage perpétuel In: *Documents N° 10/1954. Réimpression in: Documents/Dokumente. Numéro spécial 2009, p. 42*

Michel et Jacques Bonhomme sont voisins. Leurs querelles de voisinage, leurs disputes, leurs coups emplissent l'histoire contemporaine de bruit et de fureur. À leurs bagarres se mêlent pourtant sans cesse des vellétés de dialogue. Mais le dialogue semble une conversation de sourds. Quand Michel fait des avances, avec une bienveillance parfois un peu grosse, Jacques Bonhomme a les oreilles bouchées ou se les bouche. Lorsque Jacques émet, avec une éloquence un peu excessive, des intentions conciliantes, Michel tourne ailleurs son attention. La scène serait drôle, une vraie scène de cirque, si elle ne tournait au tragique et si l'arène de la piste ne se tachait de sang, le sang de Michel, le sang de Jacques.

On pourrait comparer encore les relations franco-allemandes à une querelle d'amoureux, où le dépit, les vanités, les susceptibilités poussent à la rupture deux êtres que tout portait à s'entendre – une de ces querelles absurdes et gratuites, auxquelles personne ne comprend rien, à commencer par les amoureux, surpris de la rage qui les jette soudain l'un contre l'autre. Les initiatives amoureuses viennent surtout de l'Allemagne, plus tournée vers la France, par l'éternel attrait du Midi sur le Nord, que la France ne l'est vers une Allemagne qu'elle connaît peu. Un poème de Henri Heine chante l'amour du sapin nordique pour le palmier. Le palmier n'a cure du sapin.

Quand l'Allemagne déclare son amour à la France, celle-ci se méfie. Elle se rappelle le couplet de Carmen:

„Si tu ne m'aimes pas, je t'aime
Et si je t'aime
Prends garde à toi !“

Il y a pourtant des heures où elle se tourne vers l'Allemagne. Mais quand elle s'y décide, c'est l'Allemagne qui boude ou cherche d'autres partenaires. D'où vient ce décalage perpétuel entre l'opinion française et l'opinion allemande ? De causes nombreuses, mais, pour une large part, des représentations que se fait l'Allemagne la majorité des consciences françaises. Il y a des Français qui connaissent l'Allemagne par des contacts personnels et ceux qui ne la connaissent que par les rapports impersonnels de la guerre et de l'occupation. Les seconds forment la majorité – surtout parmi les couches les plus âgées de la population, remontant à l'époque où la France était peu voyageuse et doucement rebelle à l'étude des langages étrangers.

Les hasards des guerres ont – bienfait inattendu – diminué leur nombre; beaucoup de prisonniers, de déportés du travail, de soldats en occupation connaissent désormais, sinon l'Allemagne, au moins des Allemands; ils ont passé de „l'abstrait au concret“. Quant à la minorité des Français qui ont une connaissance personnelle de l'Allemagne, elle comprend tous les degrés et toutes les modalités de la connaissance, depuis celle de l'homme d'affaires et de l'officier de renseignements jusqu'à celle du germaniste professionnel ou du vétéran pacifiste. C'est dire que beaucoup de ces Français voient l'Allemagne à travers une hypothèse préalable qu'ils cherchent à vérifier par leurs expériences.

Il y aurait ici une digression intéressante à faire sur la psychologie des „collaborationistes“ qui, sous l'Occupation, travaillèrent plus ou moins activement ou directement à la victoire hitlérienne. Quelques-uns d'entre eux étaient des „germanophiles“, des hommes qui, connaissant et aimant l'Allemagne, ne surent pas la dissocier de son régime provisoire.

Alain PEYREFITTE : C'était de Gaulle. 3 tomes, tome I, Paris (Fayard) 1994

chapitre 10 (extraits)

« LES FRANÇAIS ET LES ALLEMANDS DOIVENT DEVENIR DES FRÈRES »

[p. 150] *Elysée, 24 mai 1962*

(...) « Les États-Unis comprennent que notre conception de l'Europe, qui repose sur l'entente franco-allemande, peut avoir pour effet de porter atteinte à l'hégémonie américaine dans le monde occidental. Ils réagissent à l'idée que leur prépondérance serait mise en question. Ils font donc pression sur les milieux politiques de Bonn, pour que l'Allemagne refuse de se lier à nous. Et ils poussent la Grande-Bretagne à se joindre aux pays fondateurs de Marché commun ; ils pourraient ainsi renforcer leurs moyens de pression sur les Six. En outre, l'idée que la Grande-Bretagne serait obligée de renoncer à sa préférence envers le Commonwealth, leur sourit : le système impérial, auquel ils sont hostiles, serait supprimé ; cela simplifierait le monde à leurs yeux. Rien ne s'opposerait plus à l'hégémonie américaine. (...) »

[151] *Après le Conseil*, le Général me dit : « Vous verrez qu'à la fin des fins, nous allons faire le plan Fouchet avec les Allemands. Tant pis pour les Belges et les Hollandais, qui l'ont refusé ; tant pis pour les Italiens, qui font trop de chichis. Ça leur apprendra à mal se conduire. »

*« Si nous ne nous battons pas pour le français,
qui le fera ? »*

(...)

Il ajoute, rêveur - « Notez bien que cet ELDO [European Launcher Development Organisation], ce sont les Six plus l'Angleterre. À six, on parle français. Il suffit que les Anglais soient là, pour qu'on se croie obligé de parler anglais.

« Raison de plus pour resserrer les liens avec les Allemands. Il faut qu'ils deviennent dans tous les domaines, nos interlocuteurs privilégiés. Notre couple peut résister à la pression anglo-saxonne. Chacun de nous, seul de son côté, ne le peut pas.

« On me dit, qu'en Allemagne même, l'allemand recule de plus en plus devant l'anglais, comme c'est déjà le cas pour les langues nordiques, en Scandinavie. Si on continue comme ça, viendra le jour où les Allemands ne sauront plus lire Goethe ou Schiller. L'alliance franco-allemande devrait consolider le français en France et l'allemand en Allemagne. Pour ça, il faut faire progresser le français en Allemagne et l'allemand en France. Si nous ne nous entendons pas pour défendre ensemble nos personnalités nationales, l'anglais et les Anglais, à cause surtout des Américains, nous envahiront par la force des choses. »

Il veut payer d'exemple. Et il a déjà décidé que, lors de son voyage en Allemagne, il prononcerait ses discours en allemand. Non pas une phrase, pour se concilier l'auditoire : le discours entier ! Jamais il ne se sera donné autant de mal pour préparer un voyage. On comprend pourquoi.

« C'est de moi qu'ils attendent l'absolution »

Salon doré, 27 juin 1962.

GdG : « Essayez de faire comprendre à la presse que le voyage d'Adenauer, la semaine prochaine, est capital. Nous lui avons organisé une visite d'État, comme s'il était Président de la République. L'an dernier, pour ne pas vexer les Allemands, qui auraient fait des histoires, nous avons fait de

même, pour commencer, avec le président Luebke. Mais ça n'avait pas grand sens, c'est un dessus de cheminée, il ne compte pas.

[152] « En revanche, Adenauer, c'est l'Allemagne. Nous faisons pour lui le grand jeu. Et, en septembre, il nous rendra la pareille.

AR - Qu'attendez-vous de cet échange de visites ?

GdG (il parle lentement comme quand il s'apprête à dire des choses importantes). - J'en attends la consécration de l'amitié franco-allemande. Nous allons sceller solennellement la réconciliation des deux peuples. Adenauer avait été entre les deux guerres un grand maire de Cologne, qu'il a ensuite relevée de ses ruines. Il s'est comporté dignement pendant l'époque nazie. Il gouverne l'Allemagne avec fermeté depuis treize ans. Personne ne peut, mieux que lui, saisir ma main. Mais personne ne peut mieux que moi la lui tendre. Parce que j'ai été pour eux un adversaire implacable pendant la guerre, c'est de moi qu'ils attendent l'absolution pour leurs crimes de guerre. Vous comprenez, Robert Schuman n'était pas le mieux placé pour les soulager de leurs remords: il avait été capitaine dans l'armée allemande pendant la Première guerre...

AP - Quand il est venu présenter à Bonn le plan qui porte son nom, la presse allemande l'a accueilli ironiquement: " *Heil, Herr Hauptmann!* " .

GdG (il rit). – L'essentiel, c'est que les deux peuples, dans leurs profondeurs, exorcissent les démons du passé ; qu'ils comprennent maintenant qu'ils doivent s'unir pour toujours. Ça ne doit pas être cantonné au niveau des hommes politiques. Ça doit colorer dorénavant les sentiments populaires. Les Français et les Allemands doivent devenir des frères. La fraternité des deux peuples, ça doit devenir quelque chose d'élémentaire. Le populo en est encore à voir dans les Allemands l'ennemi héréditaire. En réalité, les Allemands n'ont été vraiment nos ennemis que depuis 1870. Ça ne fait que trois guerres et trois quarts de siècles, pour les Germains et les Gaulois qui ont connu tant de guerres et tant de siècles.

« *Notre plus grand ennemi héréditaire, c'était l'Angleterre* »

« Notre plus grand ennemi héréditaire, ce n'était pas l'Allemagne, c'était l'Angleterre. Depuis la guerre de Cent Ans jusqu'à Fachoda, elle n'a guère cessé de lutter contre nous. Et depuis, elle a bien du mal à ne pas opposer ses intérêts aux nôtres. Voyez la manière dont elle s'est conduite entre les deux guerres. Elle nous a interdit de réagir à la réoccupation de la Rhénanie. Elle nous a empêchés de nous opposer au réarmement de l'Allemagne. Elle [154] nous a lâchés à Dunkerque. Elle a bombardé joyeusement notre flotte à Mers-el-Kébir. Elle nous a trahis en Syrie. Elle fait systématiquement bloc avec l'Amérique. Elle veut nous empêcher de mener à bien le Marché commun. Il est vrai qu'elle a été notre alliée pendant les deux guerres, mais elle n'est pas portée naturellement à nous vouloir du bien.

« Pour l'Allemagne, au contraire, il est clair que nos intérêts se rencontrent et se rencontreront de plus en plus. Elle a besoin de nous, autant que nous avons besoin d'elle.

AP. – Que sera le moment fort de cette visite d'Adenauer, qui dure toute une semaine ?

GdG. - Ce sera Reims, évidemment le dernier jour. Reims, la ville martyre de la Première guerre, et qui a reçu la reddition de l'armée allemande à la fin de la Seconde. Mourmelon, où défileront ensemble, pour la première fois dans l'histoire, des troupes françaises et allemandes, dans cette plaine où nos armées se sont tant cognées et où la bataille de la Marne a sauvé la France. La cathédrale, qui a été presque complètement détruite par les Allemands ; cette cathédrale où étaient sacrés nos rois, où Jeanne d'Arc est venue couronner ce pauvre Charles VII. Ces lieux où Clovis a été baptisé, où l'on peut dire que la France aussi a été baptisée. »

Le Général aime les symboles, mais les symboles paradoxaux.

Paris, 3 juillet 1962.

En raison de mes connaissances linguistiques supposées, j'ai été chargé de tenir compagnie aujourd'hui au chancelier Adenauer. Je suis allé le prendre au Quai d'Orsay, où il est descendu. Pendant le trajet dans Paris, il me dit: « Je suis bouleversé par le soin extraordinaire que le Général a

mis personnellement pour organiser cette visite. Il m'a avoué que c'était lui qui avait veillé à tout. Dans mes appartements, les fleurs sont des roses, parce qu'il sait que j'aime les roses. Pour le dîner de l'Élysée, il a tenu à inviter tous les anciens présidents du Conseil que j'avais connus lors de mes précédents voyages ; il a voulu que soient présentes les personnalités de tous les partis qui ont joué un rôle dans le rapprochement des deux pays. Il a tenu à m'appliquer le protocole des chefs d'État, bien que je n'en sois pas un. Il m'a décerné la grand-croix de la Légion d'honneur. »

Hélas ! Le peuple de Paris met moins d'empressement que de Gaulle à accueillir le Chancelier. Sur tout le parcours, des barrières ont été placées le long des trottoirs, pour permettre à la foule de s'amasser. Personne ne s'en approche. Sauf, de-ci de-là, de petits groupes poussant des cris: « A bas le militarisme allemand ! » « À bas les revanchards allemands ! »

De Gaulle veut surmonter les préjugés, effacer les clichés révolus. Encore faudrait-il que les Français s'y prêtent. (...)

Reims, dimanche 6 juillet 1962.

Extraordinaire journée. (...)

[156] Au moment de se séparer, à la fin du déjeuner à l'hôtel de ville, le Général salue le Chancelier comme si celui-ci avait été, d'un bout à l'autre de son voyage, submergé par la foule :

« *La visite officielle que vous achevez de nous faire est un acte capital et une grande réussite [...] Dans les rues et les avenues, a déferlé la vague des témoignages admiratifs qui se portaient massivement vers votre illustre personnalité. Vous avez vu se lever autour de vous cette cordialité, venue des profondeurs françaises, et qui, à travers vous, s'adressait à l'Allemagne d'aujourd'hui et de demain [...] il était essentiel que l'âme populaire manifestât son approbation de ce côté-ci du Rhin [...] Il fallait que, chez nous, le sentiment public vous rendit hautement hommage. Cela est fait, d'une manière éclatante. »*

Ainsi en sera-t-il pour l'Histoire, puisque c'est écrit.

Salon doré, 11 juillet 1962

Je fais remarquer en souriant au Général la disparité entre l'enthousiasme pour Adenauer qu'il a prêté à la foule dans son discours de Reims, et les rues désertes que le Chancelier a traversées.

« J'ai toujours fait *comme si*, me dit-il. Ça finit souvent par arriver. »

Cette phrase, je l'entendrai prononcer plus d'une fois. (...)

chapître 11

« L'ALLEMAGNE SE RÉUNIRA »

[159] *Après le Conseil.* (...) Je le questionne sur le voyage en Allemagne qu'il entame demain. Il m'en parle avec une sorte de tendresse. Il souhaite une bonne « couverture » par la presse et surtout la télévision. Il doit prononcer quatorze discours en allemand, ce qui obligera la RTF à baisser le son dès les premiers mots et à donner lecture du texte [160] français. Il veut vérifier que ce sera bien fait. Il tient, à la fois à ce que le public français comprenne qu'il parle allemand, et saisisse le sens de ce qu'il dit.

La peine qu'il se donne d'ordinaire pour écrire, puis apprendre par cœur, a été poussée cette fois à son paroxysme. Son interprète Pierre Meyer m'a raconté comment il a aidé Pierre Maillard - conseiller diplomatique à l'Élysée et agrégé d'allemand – à traduire les textes rédigés en français par le Général; comment celui-ci a lu plusieurs fois à haute voix en leur présence les traductions, de manière à placer l'accent tonique où il faut ; et comment il les a répétées encore devant eux, sans le

texte, après les avoir apprises. Selon Meyer, le Général a presque oublié son allemand scolaire. Il sait le sens global d'une phrase, mais il en apprend les sons par sa mémoire phonétique, sans connaître le sens des mots.

Et ce travail, énorme même pour un surdoué, il s'y est livré dans la quinzaine qui a suivi l'attentat du Petit-Clamart... De la part d'un homme de soixante-douze ans, c'est à peine croyable.

(...) GdG : « La coupure entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest n'est pas naturelle. Elle a été trop brutale. Elle est contraire à la nature des choses. Elle révolte le bon sens. Des familles ont été séparées, des frères et des sœurs ont été éloignés les uns des autres et vivent dans des planètes différentes. Une bonne partie des Allemands sort amputés de leur enfance, de leurs affections.

« L'Allemagne, c'est comme un arbre dont le tronc se diviserait en deux branches, et que l'on fendrait en son milieu pour laisser chaque branche vivre sa vie. Ça ne pourra pas durer très longtemps. Chacune des deux parties souffre de l'absence de [161] l'autre. Naturellement, la partie orientale en souffre encore plus. Un jour ou l'autre, elle se révoltera.

« Bien sûr, l'intérêt égoïste de la France serait que l'Allemagne reste divisée le plus longtemps possible. Mais ça ne sera pas éternel. Adenauer le croit, il a tort. L'avenir le démentira. La nature des choses sera la plus forte. L'Allemagne se réunira. »

(...)

Au Conseil du 12 septembre 1962, Couve a pris la peine de composer sa communication, alors qu'il donne l'impression, d'ordinaire, de démarquer les notes de son cabinet. Il raconte, avec une chaleur qui ne lui est pas habituelle, le voyage du Général en Allemagne :

« À l'avance, on était assuré du succès, compte tenu des préparatifs des *Länder* et des villes. Ce qu'on n'avait pas prévu, c'est son ampleur. Cette visite s'est transformée en une manifestation qui n'a pas de précédent dans la République fédérale, ni peut-être dans le monde. L'accueil est allé s'amplifiant de plus en plus triomphal, de plus en plus ardent, de Bonn à Cologne, puis à Düsseldorf. On nous avait prévenus qu'il se tempérerait quand on monterait vers le Nord, plus tourné vers l'Angleterre. Les autorités socialistes avaient tout fait pour refroidir le public : on n'avait pas pavoisé; les écoles n'avaient pas congé; il n'y avait pas de haut-parleurs. On a vu un prodigieux déchaînement d'enthousiasme. C'est la télévision qui a provoqué un phénomène de boule de neige.

« Strauss, le ministre de la Défense, et Schroeder, le ministre des Affaires étrangères, se sont très mal conduits. Ils ont commencé par se dérober. Puis ils ont été obligés de suivre, parce qu'il leur fallait bien prendre acte du délire qui avait saisi la population.

« Les Allemands ont été touchés par le contact direct que le Général a créé en s'exprimant dans leur langue. Mais l'essentiel, c'est qu'ils adhèrent en profondeur à la réconciliation franco-allemande et à l'instauration de liens étroits entre les deux pays. C'est une façon d'établir la paix dans les cœurs. La France a toujours exercé sur l'Allemagne un attrait, dû à un complexe d'infériorité et de supériorité à la fois.

« Par-dessus tout, a joué le facteur personnel tenant à la figure du Président de la République, qui a incarné la résistance française à Hitler pendant la guerre. Il a parlé le langage le plus propre à toucher un peuple qui avait besoin d'être pardonné par celui qui pouvait le mieux le faire. Il l'a fait sans flagornerie, en les traitant sur un pied d'égalité, comme partenaires devenus des amis et réhabilités devant l'Histoire.

[162] « Les Allemands ont une économie florissante, mais ils ne sont pas encore reconstruits moralement. Ils souffrent d'un sentiment collectif de culpabilité. Ils sont divisés. De Gaulle a tenu le langage qui leur fait toucher du doigt leur avenir, en les encourageant à devenir ce qu'ils aspirent à être - une nation.

« Il est difficile de trouver des interlocuteurs à Bonn. Adenauer est vieux. Tout le monde ne pense qu'à sa succession. En attendant, il est de bon sens de se concentrer sur ce qui est sûr et désirable, c'est-à-dire les liens entre la France et l'Allemagne. On va donc s'attacher à cette œuvre sur le plan de la diplomatie, de la défense et de l'éducation.

GdG. - J'ai été pris dans un torrent plus vif et plus violent que je n'avais imaginé. Ce fut général, sans distinction de catégories. Je passe sur ce qu'a dit le ministre des Affaires étrangères à propos de ce qui est dû à la vedette. (...)

« *On était dépassé* »

Mais l'important, poursuit-il, c'est le peuple allemand. Il craint l'anéantissement. Il sait par qui peut venir le danger. D'avance, il en est épouvanté. Cette manifestation de solidarité de la France, pour un pays tendu dans l'inquiétude, leur a été très sensible. Les Allemands ont eu le sentiment, qu'on ne leur avait jamais donné depuis la fin de la guerre, qu'ils sont un peuple, et qui existe par lui-même. Ça les a tout retournés. (...)

[163] « Pour l'éducation, les Allemands voudraient qu'on favorise, de part et d'autre, l'enseignement des deux langues, ce qui serait bien profitable pour la défense du français comme de l'allemand ; et surtout, ils ont un immense désir de rapprochement des jeunes, de jumelages, d'échanges de mouvements de jeunesse. On va leur faire des propositions. »

Un temps de silence ; puis, gravement:

« On ne pouvait pas s'empêcher de penser qu'on était dépassé. Il y avait là un fait historique, auquel on ne pouvait pas se dérober et qui était clair comme la lumière du jour. » (...)

Note :

AP Alain Peyrefitte, 1962-1966 Ministre de l'information

GdG Général de Gaulle, président de la République française 1958-1969

Élysée Palais du Président de la République française

Salon doré Le bureau du Président

Maurice AGULHON, André NOUSCHI, Ralph SCHOR : La France de 1940 à nos jours. Nouvelle édition Paris (Nathan) 1995S. 475 -485

Chapitre 20

[p. 483] 3. Les étapes de la construction européenne

L'Europe telle que la conçoit de Gaulle - lui et ses fidèles le répètent inlassablement - ne saurait être que l'Europe des patries ; c'est celle des « réalités », et ce ne peut être cette Europe « supra-nationale », celle des « mythes » et des « chimères ».

Pour préparer un tel projet, de Gaulle obtient de ses partenaires européens la mise en place, en 1961, d'une commission d'étude présidée par le Français Christian Fouchet. Le « plan Fouchet », présenté à la fin de 1961, suggère la création d'un Conseil des chefs d'État ou de gouvernement, unifiant la politique extérieure, la défense, l'économie, la culture, prenant ses décisions à l'unanimité, ce qui préservait l'indépendance de chaque membre. L'Assemblée parlementaire européenne pourrait ainsi présenter des recommandations. Ce plan est repoussé par la Belgique et les Pays-Bas qui préfèrent une forme supranationale et veulent aussi attendre l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, par crainte d'une domination de l'Europe par une entente franco-allemande.

De fait, pendant que les gouvernements examinent le plan Fouchet, se déroulent des négociations faisant suite à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, en août 1961. De Gaulle pose des conditions à cette entrée : acceptation de toutes les règles communautaires par le candidat et notamment rupture de ses liens particuliers avec les États du Commonwealth. Plus profondément, le général redoute que la Grande-Bretagne, très proche des États-Unis, ne serve de « cheval de Troie » à ces derniers pour pénétrer en Europe et en ruiner l'indépendance. Aussi, en définitive, de Gaulle, dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963, décide-t-il de s'opposer unilatéralement à la candidature britannique.

[p. 484] À sa base, l'entente franco-allemande : « Cette cathédrale que nous construisons, je parle de l'Europe occidentale, elle a une fondation, et cette fondation nécessaire c'est la réconciliation de l'Allemagne et de la France, dit-il en Allemagne en 1965. Elle a des piliers ou elle aura des piliers et ces piliers, c'est la CEE qui doit les constituer. Et puis, quand ce sera fait, il y aura à placer les arceaux et le toit, c'est-à-dire la coopération militaire. »

De multiples voyages (1962, 1963, 1965) en France et en Allemagne, des discours, des attentions réciproques n'arrivent pas à rapprocher les deux pays sur les problèmes les plus importants : la frontière Oder-Neisse ; l'armement nucléaire réclamé par l'Allemagne. Les seuls accords portent sur Berlin et la réunification de l'Allemagne dont la solution se trouve à Moscou. Le traité franco-allemand de 1963, qui prévoit une certaine coopération et des consultations fréquentes entre les deux pays, demeure pour longtemps un cadre vide. Ainsi dans les conférences internationales monétaires où la L'Europe telle que la conçoit de Gaulle - lui et ses fidèles le répètent inlassablement - ne saurait être que l'Europe des patries ; c'est celle des « réalités », et ce ne peut être cette Europe « supra-nationale », celle des « mythes » et des « chimères ».

Pour préparer un tel projet, de Gaulle obtient de ses partenaires européens la mise en place, en 1961, d'une commission d'étude présidée par le Français Christian Fouchet. Le « plan Fouchet », présenté à la fin de 1961, suggère la création d'un Conseil des chefs d'État ou de gouvernement, unifiant la politique extérieure, la défense, l'économie, la culture, prenant ses décisions à l'unanimité, ce qui préservait l'indépendance de chaque membre. L'Assemblée parlementaire européenne pourrait ainsi présenter des recommandations. Ce plan est repoussé par la Belgique et les Pays-Bas qui préfèrent une forme supranationale et veulent aussi

attendre l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, par crainte d'une domination de l'Europe par une entente franco-allemande.

De fait, pendant que les gouvernements examinent le plan Fouchet, se déroulent des négociations faisant suite à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, en août 1961. De Gaulle pose des conditions à cette entrée : acceptation de toutes les règles communautaires par le candidat et notamment rupture de ses liens particuliers avec les États du Commonwealth. Plus profondément, le général redoute que la Grande-Bretagne, très proche des États-Unis, ne serve de « cheval de Troie » à ces derniers pour pénétrer en Europe et en ruiner l'indépendance. Aussi, en définitive, de Gaulle, dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963, décide-t-il de s'opposer unilatéralement à la candidature britannique.

[p. 484] À sa base, l'entente franco-allemande : « Cette cathédrale que nous construisons, je parle de l'Europe occidentale, elle a une fondation, et cette fondation nécessaire c'est la réconciliation de l'Allemagne et de la France, dit-il en Allemagne en 1965. Elle a des piliers ou elle aura des piliers et ces piliers, c'est la CEE qui doit les constituer. Et puis, quand ce sera fait, il y aura à placer les arceaux et le toit, c'est-à-dire la coopération militaire. »

De multiples voyages (1962, 1963, 1965) en France et en Allemagne, des discours, des attentions réciproques n'arrivent pas à rapprocher les deux pays sur les problèmes les plus importants : la frontière Oder-Neisse ; l'armement nucléaire réclamé par l'Allemagne. Les seuls accords portent sur Berlin et la réunification de l'Allemagne dont la solution se trouve à Moscou. Le traité franco-allemand de 1963, qui prévoit une certaine coopération et des consultations fréquentes entre les deux pays, demeure pour longtemps un cadre vide.